

Mise au point à propos d'un article du Monde

vendredi 28 mars 2008, par [LCR \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 28 mars 2008).

Nous publions ci-dessous une mise au point de la LCR sur un article publié dans le Monde, l'article du *Monde* incriminé et un article paru sur le même thème dans *Libération*.

Sommaire

- [La direction de la LCR licenci](#)
- [Soupçons de purge à la LCR \(...\)](#)

Dans un article du *Monde* daté du jeudi 27 mars, Sylvia Zappi indique que « La direction de la LCR licencie son principal opposant », à savoir Christian Picquet.

Cet article ne délivre pas une information exacte. Christian Picquet était jusqu'au dernier congrès national de la LCR un membre de l'exécutif national, le Bureau politique, ainsi que de son secrétariat. Suite au congrès national, la tendance qu'il anime, la PFB a choisi dans une réunion nationale de se constituer en tendance publique, c'est-à-dire un regroupement, conforme à nos statuts démocratiques, dont les membres appliquent à l'extérieur de l'organisation une orientation indépendante de celle qu'a choisi la majorité. C'est leur droit mais c'est une décision politique importante dans le contexte de nos bons résultats aux municipales et des décisions du congrès concernant le nouveau parti. Bien que ces camarades agissaient de longue date publiquement, le fait même de l'acter aujourd'hui implique donc qu'ils considèrent que les désaccords se creusent entre nous.

Les camarades ont demandé à la direction nationale de la LCR des moyens pour faire fonctionner leur tendance. Ils ont globalement été acceptés : une somme annuelle de douze mille euros pour financer diverses activités et réunions, une tribune régulière dans *Rouge*. Ils ont également obtenu un poste de demi-permanent au titre de l'animation de leur tendance. Sur ce point il y a eu divergence car les camarades demandaient un poste entier, ce que la DN a estimé incompatible avec nos moyens financiers qui restent limités et qui nous permettent seulement de rémunérer 4,5 postes de permanents pour l'exécutif national, essentiellement des temps partiels.

Le résultat du dernier congrès est clair : 83 % des militantes et des militants de la LCR ont approuvé une orientation politique avec laquelle la tendance de Christian Picquet a estimé avoir suffisamment de divergence pour se déclarer en tendance publique et refuser de l'appliquer. Attribuer 4,5 postes pour la majorité des 83 % et 0,5 poste pour la minorité qui a obtenu 14 %, cela ne nous paraît pas constituer un déni de démocratie...

Libre aux camarades de la minorité, si telle est leur volonté, de choisir Christian Picquet pour occuper le demi-poste qui leur est accordé. Ce qui n'est pas possible, c'est que celui-ci prétende occuper un poste entier au titre d'une orientation... qu'il se refuse d'appliquer. Rappelons qu'il ne participe plus aux réunions hebdomadaires du secrétariat du BP depuis deux ans, de sa propre initiative ! Précisons en outre que sur un Bureau politique de 20 membres, la minorité a obtenu 3 membres, dont Christian Picquet, à la proportionnelle des résultats du congrès.

Dans cette affaire, à aucun moment nous n'avons fait d'entorses à nos traditions démocratiques dont chacune et chacun s'accorde à l'accoutumée à souligner l'exemplarité. Nous redisons aux camarades de la minorité qu'ils ont toute leur place dans la construction du nouveau parti anticapitaliste dont nous sommes en train de jeter les bases et qui sera forcément pluraliste. A aucun moment nous n'avons dit ni pensé que les premiers concernés par ce pluralisme, nos propres camarades, n'auraient pas toute leur place. Nous les appelons à l'occuper à égalité avec toutes celles et tous ceux qui « prennent parti » ensemble.

Le secrétariat du bureau politique de la LCR

La direction de la LCR licencie son principal opposant

La direction nationale de la LCR ne supporte plus les critiques trop fortes de ses opposants. Lors de sa dernière réunion plénière, les 13 et 14 mars, elle a décidé de « dépermanentiser » son principal opposant, Christian Picquet. En clair, de le licencier après vingt-huit ans de service.

Prenant « acte » de la volonté du courant de M. Picquet (Unir) de se maintenir en tendance publique, c'est-à-dire avec son expression propre, le texte sanctionnant le dissident explique qu'il « *n'est plus permanent de la LCR* » et que cette « *décision politique* » prend effet immédiatement. La direction estime que le maintien en courant décidé par les amis de M. Picquet, au moment où la LCR lance son projet de « *nouveau parti anticapitaliste* », est un « *mauvais signe* ». « *Il y a un problème de clarification politique. On ne peut plus travailler ensemble* », justifie Pierre-François Grond, membre du bureau politique.

Depuis mai 2006, à l'occasion d'un appel en faveur d'une candidature unitaire antilibérale à l'élection présidentielle, que Christian Picquet avait signé contre l'avis de la majorité de la LCR, les militants de la minorité n'ont pas caché leurs préférences : critiques publiques de la candidature « en solo » d'Olivier Besancenot, participation aux meetings des antilibéraux ou encore, au soir du premier tour des législatives, communiqué appelant à voter à gauche contre l'avis de leur parti. La direction avait pris une première mesure, début 2007, en interdisant à M. Picquet de représenter la LCR dans les réunions avec d'autres organisations. Elle lui reproche aujourd'hui de ne « *plus assumer ses responsabilités de direction* ».

Pour la minorité, la mesure prise contre son dirigeant relève d'un « *licenciement politique* ». « *On cherche à se débarrasser d'un courant critique alors que de nombreux militants se posent des questions* », explique M. Picquet. « *Le pluralisme dans le nouveau parti, c'est mal barré. Certains ont même voté la sanction le poing levé* », assure Alain Faradji. « *C'est douloureux car le statut de Picquet, c'est aussi un symbole* », lâche Francis Sitel, un de ses proches.

M. Picquet est en effet une des figures de la LCR, principal porte-parole de la minorité mais aussi un des piliers de *Rouge*. Entré en 1968 à la « Ligue », il est de ceux qui ont « tenu » l'organisation lors des années de vache maigre. « *Faut pas en faire un drame, on lui trouvera quelque chose* », assure Alain Krivine, qui ajoute : « *Prétendre qu'il y a de la répression politique à la Ligue, ça fera rigoler !* »

« *Personne n'est permanent à vie* », tranche M. Grond. « *Les moyens de l'orga doivent être mis à la disposition de ceux qui appliquent la ligne majoritaire. Il faut que la minorité assume son centre de*

gravité à l'extérieur de la LCR. » Une manière de pousser dehors des opposants qui jurent, eux, qu'il n'est « pas question de désertier ».

Sylvia Zappi

** Article paru dans le Monde, édition du 28.03.08.*

LE MONDE | 27.03.08 | 16h04 • Mis à jour le 27.03.08 | 16h04

Soupçons de purge à la LCR après un licenciement

Les principes de l'économie de marché s'appliquent partout. Même au sein de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Pour justifier la décision de priver de son poste de permanent Christian Picquet, principal opposant à la ligne décidée lors du congrès de janvier, la formation d'Olivier Besancenot invoque le principe de la meilleure utilisation d'une ressource rare. En clair, « *nous n'avons pas les moyens de payer un permanent qui n'assiste plus à aucune des réunions de la direction* », argue Alain Krivine, selon qui « *les adhérents qui paient des cotisations commençaient à protester contre cette situation* ».

A entendre le porte-parole historique de la LCR, Christian Picquet, leader de la fraction minoritaire, aurait même pu être licencié pour faute grave. Encore un effort, camarade... pour coller au discours du patronat.

En fait, cette éviction obéit à des raisons purement politiques et publiquement revendiquées. Ce qui constituerait une première dans l'histoire de ce mouvement. Lors du congrès, Christian Picquet avait défendu la création d'un grand parti à gauche de la gauche, avec des courants issus du Parti communiste, des Verts, de Lutte ouvrière, et bien entendu de la LCR, pour construire une alternative au Parti socialiste. A l'inverse de la direction de la Ligue, qui prônait la naissance d'une nouvelle formation dont la LCR « *et les gens qui veulent se représenter eux-mêmes* », selon l'expression d'Olivier Besancenot, auraient constitué l'épine dorsale.

La direction de la LCR se défend d'avoir mené une purge. « *Vous connaissez beaucoup de partis politiques qui offrent un poste de demi-permanent et une allocation de 1 000 euros pour financer un courant d'opposition au sein de leur propre parti* », interroge l'un des dirigeants de la Ligue, avant de préciser : « *Le courant de Christian Picquet disposera d'une tribune dans notre organe de presse, Rouge, et Christian reste membre du bureau politique.* »

L'intéressé ne voit dans cette décision de le priver de son poste de permanent qu'un « *licenciement politique, pour des raisons politiques* ». « *C'est aussi l'une des conséquences de la personnalisation de la Ligue autour d'Olivier Besancenot* », analyse un proche de Christian Picquet, ce qui a pour corollaire de réduire la parole dissidente. Mais ce n'est pas une épuration. « *Les camarades qui avaient appelé à voter José Bové contre Olivier Besancenot à la présidentielle de 2007 appartiennent toujours à la direction nationale* », se défend Alain Krivine.

Comme si, pour construire son nouveau parti, la Ligue éprouvait le besoin de se défaire de l'histoire de ces trente dernières années.

C. F.

** Paru dans Libération du vendredi 28 mars 2008.*